

Le bureau politique du PT répond à Nordine Aït Hamouda

Suite à la publication, mercredi 2 mars 2011, du troisième article signé de Nordine Aït Hamouda, s'attaquant au PT, intitulé «Deux vérités : collusion et trahison» en page 5, nous vous prions d'insérer le droit de réponse suivant du secrétariat du Bureau politique du Parti des travailleurs.

Précisons, en effet, que ni la secrétaire générale, ni R. Youssef Tazibt n'ont répondu à N. Aït Hamouda. A la différence du président du RCD, Saïd Sadi qui fait signer les attaques contre le PT par le provocateur en chef, N. Aït Hamouda, c'est une instance du Parti, le secrétariat du Bureau politique, qui a été mandatée pour répondre.

• En plus de la plainte que dépose la secrétaire générale du PT contre le porte-parole du RCD pour diffamation dans laquelle seront versées les nouvelles accusations portées contre elle par N. Aït Hamouda, d'utilisation de prête-noms pour faire des prétendues affaires, tout aussi infondées que fantaisistes, celui qui était chargé de la mission de contrôleur du parti unique jusqu'en 1983, N. Aït Hamouda devra aussi s'expliquer devant la justice et apporter la moindre preuve au sujet des propos diffamatoires qu'il porte à l'encontre de R. Youssef Tazibt. Cela étant, et contrairement à N. Aït Hamouda et son président dont les biens et les affaires sont difficilement recensables, R. Youssef Tazibt est locataire à ce jour chez un particulier à Alger. Le P/APC de Tadmaït — qui n'est pas membre du PT — est prêt à démentir tout ce qu'a avancé N. Aït Hamouda à propos du présumé patrimoine immobilier de R. Youssef Tazibt.

«Ma yaqra essafih illa ma fih», dit le proverbe («parce qu'il l'est, il croit que tout le monde est impudent»).

Car, si la secrétaire générale du PT réside dans un appartement situé dans un immeuble collectif à Alger qu'elle a acquis par ses moyens propres, qui, en revanche, multiplie les transactions immobilières à Tizi Ouzou, Birkhadem et Draria ? A qui appartient, entre autres résidences privées, la luxueuse villa située à quelques dizaines de mètres de la résidence d'Etat Djane El Mithaq ?

Et puisqu'il est question de prête-noms, quel responsable politique se cache derrière la société privée qui intervient en Algérie, avec diverses complicités, dans notamment l'importation du matériel médical destiné aux hôpitaux à commencer par celui de Tizi-Ouzou et qui cherche à détenir le monopole dans ce secteur si juteux ? Ces quelques exemples non exhaustifs établissent la collusion entre la politique et les affaires, une pratique qui gangrène différents circuits



Photos : Samir Sid



commerciaux et institutions publiques et que le PT combat.

Une fois de plus, sur toutes les questions politiques soulevées par le PT, le RCD esquivé le débat politique, manœuvre dans une vaine tentative de diversion.

• N'étant pas habilités pour le faire, nous ne répondrons pas aux attaques dirigées contre la IV^e Internationale. Nous considérons, par ailleurs, avoir apporté les clarifications suffisantes dans le précédent droit de réponse. Cela ne nous empêche pas de relever encore une fois que l'agent de renseignement qui briffe le président du RCD et son porte-parole, ignore tout du mouvement ouvrier français, jusqu'au fait qu'il n'existe plus de Parti des travailleurs en France depuis 2008. On ne saurait, en effet, parler de source, étant donné le style policier, auquel s'ajoute une affreuse confusion entre les personnes, les concepts, les lieux et les faits...

De ce fait, nous ne trouvons aucun intérêt à débattre du mouvement ouvrier international avec des personnes qui lui sont étrangères. Ce serait en pure perte et contraire au bon sens.

• Revenons à la politique du RCD dont la duplicité est la caractéristique principale :

Dans quel camp se trouvait N. Aït Hamouda, en 1980, lorsque la répression s'est abattue sur le Printemps berbère ?

Comment expliquer qu'après avoir appelé au boycott de l'année scolaire en Kabylie en 1995, les enfants des principaux dirigeants de ce parti aient suivi leur scolarité normalement à Alger et pour certains carrément à l'étranger ?

Qu'en est-il du prétendu soutien du RCD à la révolution tunisienne, puisque le président de ce parti entretenait des relations privilégiées avec le RCD de Ben Ali et fêtait, chaque année à Tunis, l'anniversaire de sa prise

du pouvoir ? L'ex-Premier ministre M. Ghannouchi, qui vient d'être chassé par la révolution tunisienne, n'a-t-il pas été l'invité d'honneur à une rencontre du RCD de Sadi, organisée à Alger au début des années 2000 ?

Le porte-parole du RCD et son président oseront-ils déclarer aussi qu'ils sont solidaires du peuple libyen alors qu'ils étaient fiers d'avoir rencontré M. Kadhafi en privé lors de sa visite en Algérie en mars 2007 ? Soulignons que contrairement à eux, la SG du PT a refusé l'invitation du colonel.

• Que l'ex-contrôleur du parti unique et son chef répondent donc au sujet de leurs liens avec des institutions étrangères dans des rapports compradores :

Qu'est-ce que les délégations du RCD au Parlement européen et aux ambassades des grandes puissances ont sous-traité ? Quels sont les rapports de ce parti avec NDI et le NED, des organismes US pilotés par la CIA chargés de répandre la «démocratie» et le «changement» version US, dans différents pays y compris le nôtre, à coups de financement ?

Concernant l'histoire de la révolution algérienne, trêve de surenchère. La révolution a été l'œuvre de tout le peuple algérien et non pas d'un seul homme, en l'occurrence le colonel Amirouche, dont nous saluons le sacrifice et la mémoire au même titre que ceux d'un million et demi de martyrs de la révolution, dont Mouloud (Ahcène) Tazibt, le frère de R. Youssef Tazibt, assassiné par les parachutistes français à l'âge de 12 ans à Chréa-Sidi Ali Bounab, commune de Tadmaït en 1958, son oncle paternel Ahmed Tazibt arrêté en 1958, torturé à mort par l'armée française toujours à Sidi-Ali-Bounab et dont le corps n'a jamais été retrouvé. Une rue

d'Alger (quartier de Aïn Naâdja) porte aujourd'hui son nom. Car si la mort d'un dirigeant est toujours un coup porté à la révolution, les martyrs, eux, qu'ils soient connus ou anonymes, sont égaux, et ce, quel que soit le statut social et politique de chacun. Mais, contrairement à N. Aït Hamouda, comme des milliers de fils et filles de chouchou, les orphelins laissés par le chahid Ahmed Tazibt sans ressources, n'ont bénéficié ni de logements, ni de locaux, ni de villas, ni des autres avantages. Ces faits sont vérifiables.

Quant aux personnes accusées de trahison par N. Aït Hamouda, parce qu'assassinées par l'ALN, pourquoi N. Aït Hamouda ne tire-t-il pas la même conclusion (traître à la révolution) à propos de l'exécution par l'ALN de son cousin Amar Ould Hamouda en novembre 1955 ? Etrange approche de l'histoire qui démontre que N. Aït Hamouda ne s'est guère débarrassé des pratiques du système du parti unique. Pour notre part, nous savons que, comme toute révolution, la révolution algérienne a connu son lot de dérives et d'exactions dont la liquidation physique sans aucune forme de procès. D'ailleurs, le film *Hors-la-loi* a, entre autres mérites, celui d'illustrer un pan de la guerre fratricide FLN/MNA, en France.

Toujours dans ce chapitre, qui oserait qualifier de traîtres les centaines de jeunes égorgés, lors de l'opération connue sous le nom de la «Bleuite»⁽¹⁾ ?

Un jour viendra, lorsque l'Histoire sera libérée de toute tutelle et influence pour être restituée avec tous ses secrets, les bons comme les mauvais, par les historiens et les témoignages des acteurs encore en vie, au peuple algérien, bien des certitudes risquent de tomber, y compris celles de N. Aït Hamouda, non pas sur les fondamentaux et

la justesse des objectifs de la révolution, ni le lourd tribut payé, mais sur l'attitude de différents acteurs et le cours même des événements. Car le système de parti unique, en s'appropriant l'Histoire, a ouvert la voie aux manipulations diverses.

• Le président du RCD peut poursuivre, sous la signature du fils du colonel Amirouche, une marionnette qui fait pitié et souille la mémoire de son père, son feuilleton à la turque ou à la brésilienne. Rares seront les personnes qui accorderont la moindre attention à ses délires car «le roi est désormais nu». C'est que les Algériennes et les Algériens savent à quoi sert la diversion en politique. Elle sert notamment à camoufler les échecs à l'instar de celui des «marches» qu'initie le RCD pour le «changement».

Quant au recours à la calomnie comme système de communication, c'est à croire que le chef de la propagande nazie, Gobbels, a fait des émules chez nous étant donné que la devise du président du RCD semble être «calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose». Sauf que dans ce cas, il n'en restera rien.

Mais au fait, pourquoi une telle haine à l'encontre du PT et de sa secrétaire générale ?

Aurions-nous contribué sur le terrain de la clarification politique à déjouer un plan impérialiste visant à provoquer une révolution à la géorgienne concoctée dans des officines étrangères pour installer un Chalabi ou un Karzai dans notre pays ?

Si tel était le cas, nous en serions très fiers.

Enfin, notre honnêteté intellectuelle nous dicte d'informer le président du RCD que ses attaques signées de l'ex-responsable de l'UNJA à Tizi Ouzou contre le PT ont provoqué l'effet inverse matérialisé dans une vague de sympathie sans précédent envers notre parti. C'est que tout le monde a tiré la même conclusion : l'insulte et l'invective sont les arguments de celui qui n'en a point.

Alors, la caravane du PT passe fièrement et plus déterminée que jamais à défendre la souveraineté nationale, conquête principale de la révolution algérienne. Rien ne la fera dévier de sa trajectoire et encore moins l'arrêter. Pour le reste, le peuple algérien jugera chacun sur ses actes et ses positions et il démontre chaque jour, de façon éclatante, qu'il a des capacités fabuleuses de discernement.

Le secrétariat du Bureau politique du PT

(1) Bleuite : nom donné à l'opération orchestrée par l'armée française pour faire croire à l'infiltration massive de l'ennemi dans les rangs des combattants de l'ALN.